

PAROLES DE DROIT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE | VOL. 4, N° 2, AUTOMNE 2012

LA RECHERCHE EN DROIT AU CŒUR D'UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME

p. 5 à 8

LA COUR D'APPEL BÉNÉFICIE DE L'EXPERTISE DE LA FACULTÉ

p. 14

THERRIEN COUTURE EMBOÎTE LE PAS 50 000 \$ POUR LA BIBLIOTHÈQUE DE DROIT

p. 12





Vol. 4, n° 2, Automne 2012

SOMMAIRE

MOT DU DOYEN

3

BILLET

«Je me souviens...» par Daniel Turp

4

DOSSIER ACTUALITÉ

La recherche en droit : au cœur d'un nouvel écosystème

5-8

ÉCHOS DE LA FACULTÉ

Nouvelles de la Faculté

9-14

MATIÈRE GRISE

Consentement aux soins et médecine moderne :
une source intarissable d'enjeux
Perspectives sur la criminalisation de la polygamie

15-16

FIÈRE DE SES DIPLÔMÉS

Monique Gagnon-Tremblay, Paul-Mathieu Grondin, Caroline
Larouche, Roberto Savarese, Louis Marquis, Marianick Tremblay,
Louis-Paul Allard, Julien Delisle, Kevin Lafrenière, Francis Lévesque

17-21

FOCUS ÉTUDIANT

Notre séjour d'études à Lyon

22

HOMMES ET FEMMES DE PASSION

René Pepin : fêré d'arts et de sciences

23

DOSSIER RECHERCHE

La recherche à la Faculté : au-delà des frontières

24-25

PARLONS PRATIQUE

L'empreinte verte d'un avocat sur le marché du carbone

26

ADDUS

Mot du président, Souvenirs des cocktails du printemps 2012,
Retrouvailles 2012

27-30

CLINS D'ŒIL

Nouvelles des diplômés

31

CRÉDITS

Coordination de la publication
Service des communications
Université de Sherbrooke

Rédactrice en chef
Diane Bergeron

Comité de rédaction
Diane Bergeron, Neville-Warren Cloutier,
Mathieu Devinat, Luce Laguë, Sébastien
Lebel-Grenier, Nicolas Ouimet

Collaborateurs
Jonathan Bachir-Legault, André-Gilles Brodeur,
Maya Charrette-Côté, Douglas Clarke, Neville-
Warren Cloutier, Hélène Godin, Robert P. Kouri,
Isabelle Pautz, Josée Perreault, Suzanne Philips-
Nootens, Marie-Pierre Robert, Daniel Turp

Photo de la page couverture
Martin Blache

Photos
Martin Blache, Michel Caron,
Frédéric Côté, Christian Fleury,
Robert Laflamme, Roger Lafontaine,
François Lafrance et divers collaborateurs

Conception graphique
Graphic-Art

Paroles de droit
Faculté de droit
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
819 821-8000, poste 63876
communication.droit@USherbrooke.ca
Tirage : 9000 exemplaires

Pour un abonnement gratuit ou
un changement d'adresse :
chang.adresse@USherbrooke.ca
(spécifier le périodique : Paroles de droit)

Pour donner de vos nouvelles :
communication.droit@USherbrooke.ca

MOT DU DOYEN INCURSION DANS L'UNIVERS MULTIFORME DE LA RECHERCHE



Chers diplômés, chers étudiants, amis de la Faculté,

Nombreux d'entre vous ont bénéficié de l'expertise de nos enseignants, qu'ils soient professeurs de carrière ou chargés de cours. C'est grâce à leur connaissance approfondie des matières qu'ils vous ont enseignées que vous avez pu acquérir les savoirs fondamentaux qui vous définissent en tant que juriste.

L'élément central qui distingue le professeur du chargé de cours est la recherche. En effet, il est attendu du professeur d'université qu'il consacre autant d'énergies à la recherche qu'à l'enseignement. Toutefois, le volet recherche demeure mystérieux pour la majorité des étudiants et pour le grand public en général : quelle est la nature de cette recherche, son utilité, ses finalités, sa portée ?

Dans le présent numéro, nous avons souhaité démystifier la recherche professorale conduite à la Faculté. Plusieurs articles y sont donc consacrés. Vous constaterez premièrement l'imbrication de la recherche et de l'enseignement, la première nourrissant nécessairement le second. Ainsi, la recherche permet naturellement aux professeurs de garder à jour leurs enseignements. Cependant, son rôle dépasse largement cet objectif. La recherche universitaire vise avant tout l'avancement des connaissances.

En droit, cette visée comporte plusieurs dimensions. Premièrement, il s'agit d'approfondir notre compréhension du droit dans un effort de cohérence et d'intelligibilité. Les travaux

qui découlent de ce type de recherche fournissent des outils concrets aux juristes quant à l'interprétation ou à l'application de notions juridiques et de textes de loi.

Ensuite, la recherche permet de mieux concevoir le rôle du droit, que ce soit par une meilleure compréhension de son apport à l'évolution de nos sociétés ou encore du potentiel transformateur de la norme et de l'appareil de justice. Ce type de recherche, souvent comparatif ou théorique, rend possible le questionnement des modèles juridiques et des fonctions du droit.

La recherche menée aujourd'hui par notre corps professoral est profondément influencée par deux phénomènes qui caractérisent notre époque, soit l'internationalisation et l'interdisciplinarité. À cet égard comme à bien d'autres, la Faculté peut à juste titre être considérée comme précurseuse.

C'est donc à une incursion dans l'univers multiforme de la recherche que vous convie le présent numéro. Bonne lecture !

Le doyen,

Sébastien Lebel-Grenier

BILLET

« JE ME SOUVIENS... »

... d'avoir choisi l'Université de Sherbrooke sur la recommandation de ma cousine Jocelyne Lapointe qui était étudiante à la Faculté de médecine et une excellente ambassadrice de son institution.

Du très bel accueil que j'ai reçu à l'Université, autour de son agora, et d'une initiation à la Faculté de droit qui m'avait fait découvrir tous les bars de la ville de Sherbrooke.

De ma vie dans les résidences, anciennes et nouvelles, des odeurs de plats exotiques se dégageant des chambres de mes camarades; de longues journées passées dans la magnifique bibliothèque, qui se terminaient par de splendides couchers de soleil sur le mont Orford.

Je me souviens de la préparation de mes examens avec mon collègue de classe (et le futur doyen de la Faculté) Daniel Proulx, et du plaisir que nous avions après les heures de fermeture de la bibliothèque à nous improviser professeurs. D'avoir travaillé d'arrache-pied pour réussir ma première année en droit et de mes lectures nocturnes du Code civil (du Bas-Canada alors!) en écoutant l'émission Jazz soliloque de Gilles Archambault.

De Pierre Patenaude, qui rappelait dans ses cours de droit constitutionnel que « The King can do no wrong », et de Pierre Blache qui m'a communiqué sa passion pour les libertés publiques. L'un et l'autre m'ont fait aimer le droit et m'ont inspiré à faire des droits fondamentaux le thème principal de mes recherches académiques. D'autres professeurs, comme Jacques J. Ancil, Marcel Guy et René Turcotte, qui m'ont donné une formation solide en droit; comme l'ont fait aussi des professeurs invités à la Faculté qui sont devenus par la suite mes collègues à l'Université de Montréal : François Chevrete, Pierre Ciotola et Francis Rigaldies.

Je me souviens de mon procès simulé en 2^e année lors duquel je devais convaincre un vrai juge (je crois qu'il s'agissait de l'honorable Thomas Toth) d'autoriser la demande d'un changement de nom et la modification d'un acte de l'état civil d'une personne transsexuelle.

D'une présidence pour l'Association générale des étudiants en droit et de grands débats au Conseil de Faculté avec le doyen Jean Melanson, pour lequel j'avais un grand respect. Et puis d'avoir voulu, en ma qualité de président de l'Association fédérative des étudiants de l'Université de Sherbrooke (AFEUS), négocier une convention collective étudiante. Un combat mené avec mon « camarade » Renaud Lapierre. L'ingénieur et étudiant de la Faculté de droit aura été parmi mes premiers partenaires de combat.

D'avoir participé au programme d'échange Droit civil-common law à l'Université du Manitoba et à l'Université d'Ottawa durant les étés 1974 et 1975. Puis d'avoir été l'adjoint de Michel Poirier qui a mené à bien le projet d'accueillir les étudiants de common law dans notre faculté au cours du mémorable été 1976.

Enfin, je me souviens d'avoir reçu en 1977 un parchemin faisant de moi le titulaire d'une licence en droit (LL.L) et un diplômé de l'Université de Sherbrooke ; ce dont – et cela vient du fond du cœur – je suis toujours fier!



Daniel Turp est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal depuis 1982. Il est également président du Conseil de la Société québécoise de droit international et membre du CA du Réseau francophone de droit international. Il a été député du Bloc québécois de 1997 à 2000 et du Parti Québécois de 2003 à 2008. Le professeur Turp est aussi un citoyen engagé qui s'est porté à la défense de plusieurs causes et idées tout au cours de sa carrière.

Daniel Turp (LL.L. 1977)

LA RECHERCHE EN DROIT AU CŒUR D'UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME

Entrevue avec Sébastien Lebel-Grenier, doyen de la Faculté de droit

Quelle a été l'évolution de la recherche en droit depuis la fondation de la Faculté de droit en 1954?

D'abord, mentionnons que les facultés de droit québécoises ont été fondées par des praticiens d'expérience qui, dans la majorité des cas, n'avaient pas fait d'études supérieures en droit. Leur conception du droit était construite sur les fondements de leur expérience pratique. Très rapidement, les facultés de droit se sont professionnalisées avec l'embauche de professeurs de carrière qui, souvent, n'avaient pas d'études doctorales.

Contrairement à certaines perceptions, les facultés de droit étaient aussi à cette époque un terreau fertile pour la recherche. La doctrine était surtout axée sur des préoccupations concrètes liées à la pratique et portaient majoritairement sur l'analyse et l'interprétation de la loi et de la jurisprudence. Ce type de recherche, plus traditionnel, continue d'être perti-

nent et présent puisqu'il apporte une contribution très significative au monde juridique.

À la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, nous observons au fil du temps que la recherche évolue vers l'éclatement des méthodes et des objets de recherche. Avec le développement de la recherche interdisciplinaire et la montée en puissance de la théorie du droit, on voit notamment les chercheurs se pencher sur le rôle du droit dans la société.

Le rôle du droit dans la société a-t-il changé?

Énormément! On a constaté avec le temps que le rôle du droit ne consiste pas seulement à fixer les règles et à les faire appliquer. Il possède en effet une fonction sociale essentielle : c'est un « matériau » qui permet d'organiser la société, qui crée des dynamiques sociales profondes.



Un exemple de l'importance de la multidisciplinarité à la Faculté : le bac-maîtrise en droit et sciences de la vie. Sur la photo, le biologiste Claude Déry et la diplômée Virginie Maloney.

On n'a qu'à penser à l'émergence des droits fondamentaux qui ont transformé les sociétés occidentales.

Plusieurs perspectives s'affrontent quant au rôle du droit : est-ce que celui-ci a pour finalité de garantir la stabilité d'une société ou peut-il jouer un rôle émancipateur? Les chercheurs se sont saisis de ce genre de questions, qui sont bien entendu matière à débats, afin d'éclairer et de stimuler l'évolution du droit.

SAVIEZ-VOUS QUE ?

La tâche d'un professeur d'université se compose de :

- 40 % d'enseignement
- 40 % de recherche
- 10 % de participation à la gestion universitaire (assumée principalement par les professeurs)
- 10 % de service à la collectivité : vulgarisation et diffusion des connaissances auprès de la population, collaboration avec le législateur, etc.



Quelques membres du Société, Droit et religions de l'UdeS (SoDRUS), le premier groupe de recherche multidisciplinaire créé à la Faculté. Stéphane Bernatchez, Daniel Proulx, Marie-Pierre Robert, Sébastien Lebel-Grenier, Pierre C. Noël, Claude Gélinas et Lorraine Derocher.



Quelques-uns des 40 professeurs de la Faculté. 1^{re} rangée : Anne-Marie Savard, Mathieu Devinat, Sébastien Lebel-Grenier et Arthur Oulaï. 2^e rangée : Robert P. Kouri, Geneviève Dufour, Geneviève Cartier, Louise Lalonde, Marie-Pierre Robert, Nathalie Vézina, Denise Pratte. 3^e rangée : Jean-François Roberge, Simon Roy, Hervé Cassan, Stéphane Bernatchez, Sébastien Lancôt, Luc Grenon et David Gilles.

Il a également gagné en complexité, n'est-ce pas?

Effectivement! L'évolution constante du droit va de pair avec une complexité croissante, ce qui rend nécessaire la maîtrise de connaissances pointues. Cette réalité explique la décroissance de la pratique de généraliste telle qu'on la connaissait il y a 50 ans. Elle amène également un besoin de spécialisation de plus en plus marqué.

Comment ce besoin de spécialisation se fait-il sentir dans le monde universitaire?

À la Faculté de droit, plus de 40 % des étudiants évoluent aux cycles supérieurs, surtout dans nos programmes spécialisés au 2^e cycle. Même si nous offrons une formation de très haut niveau au baccalauréat, nos étudiants reconnaissent ce besoin de spécialisation et désirent se doter de connaissances plus poussées.

Bien entendu, nos diplômés consolident aussi leur expertise par la pratique professionnelle. Cette expérience terrain est absolument nécessaire au développement et à l'évolution des qualités de juriste. Toutefois, vu les exigences du milieu juridique en termes d'efficacité et

de compétitivité, une formation de 2^e ou de 3^e cycle agit comme un accélérateur de carrière.

Qu'en est-il de la l'interdisciplinarité, très présente dans le monde du droit au 21^e siècle?

Le droit interagit nécessairement avec d'autres disciplines. C'est pourquoi la recherche en droit, tout comme la pratique juridique, établit des ponts vers d'autres domaines de connaissance : politique, relations internationales, sciences, etc.

À la Faculté, le professeur **Pierre Patenaude** a été, dès les années 80, un précurseur en matière de multidisciplinarité, avec ses recherches et son enseignement sur les preuves scientifiques. Aujourd'hui, la Faculté forme des « juristes scientifiques » aptes à exercer un rôle de premier plan pour comprendre et encadrer le monde de la science.

La recherche du 21^e siècle tend non seulement à transcender les domaines de connaissances, mais également les cadres théoriques, pour vraiment entrer en dialogue interdisciplinaire. Pour ce faire, il faut briser les silos érigés autour des savoirs.

C'est ce qui permet par exemple notre cheminement de maîtrise en droit international et politique internationale appliqués. La plupart des cours de ce programme se donnent par deux professeurs : un de droit et un de politique;

parce que pour pouvoir faire carrière en relations internationales, il faut maîtriser ces deux champs de compétences. Intégrer réellement l'interdisciplinarité est un défi de taille et la Faculté de droit s'est engagée à fond dans cette voie.

La Faculté a aussi fait un choix déterminant en faveur de la justice participative. Pourquoi?

Parce qu'il s'agit d'un domaine en pleine expansion à l'échelle planétaire. On parle vraiment ici d'une révolution qui rejoint un questionnement plus large, à savoir comment assurer le vivre ensemble dans nos sociétés? Évidemment, le processus judiciaire conserve un rôle important dans la résolution des conflits, mais ce rôle est en pleine mutation.

Les citoyens étant de plus en plus formés et informés, ils veulent prendre une part active dans le règlement de leurs différends et construire des solutions plus satisfaisantes. La Faculté est un moteur de cette transformation depuis la création en 1999 de nos programmes de 2^e cycle en prévention et règlement des différends.

L'internationalisation du droit est une autre tendance lourde. Un défi de taille pour les facultés de droit?

L'internationalisation est devenue une réalité incontournable qui est en voie de transformer complètement la pratique juridique. Même le juriste ayant une pratique en région sera désormais concerné

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Un professeur en **sabbatique** est dégagé de ses autres tâches pour se consacrer uniquement à la recherche pendant un laps de temps déterminé.



Bernard Durand, professeur à l'Université Montpellier 1 et docteur d'honneur de la Faculté, en conférence lors des Rencontres juridiques Montpellier-Sherbrooke.

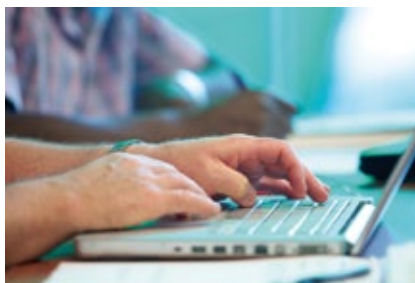
par des problématiques juridiques aux ramifications internationales.

L'internationalisation du droit est très présente à la Faculté, notamment par l'enseignement du droit transnational et des deux grandes traditions juridiques en usage mondialement : la common law et le droit civil. La Faculté favorise aussi la mobilité étudiante et professorale, par le biais d'échanges universitaires, de colloques et regroupements de chercheurs internationaux, etc.

Au-delà de ces initiatives, l'internationalisation transforme également les matières fondamentales enseignées à la Faculté, que ce soit par l'intégration d'une approche de droit comparé, par la discussion des phénomènes d'harmonisation juridique ou par l'étude de l'impact des normes internationales en droit interne.

Le monde de l'éducation fait face à des questions cruciales actuellement, entre autres : la société a-t-elle la responsabilité de financer la recherche universitaire?

On n'a pas le choix de faire de la recherche dans un monde de plus en plus complexe et compétitif. Encore



faut-il s'assurer que cette recherche ne soit pas assujettie aux seules pressions économiques, mais qu'elle soit plutôt orientée vers l'avancement du mieux-être collectif.

Cela dit, le financement public de la recherche demeure un choix de société. Couper ce financement signifie, pour les facultés de droit, former des juristes détenant des connaissances de base et des perspectives techniques plus ou moins datées. Je préfère former des professionnels aptes à aborder les défis actuels et futurs avec des connaissances poussées, des perspectives complexes et novatrices de même qu'un sens critique aiguisé.

Parlez-nous des coûts liés à la recherche universitaire en droit.

Ils ne sont pas très élevés en fait. D'abord parce que le financement de la recherche est en partie intégré à la structure universitaire. En effet, la recherche est surtout assumée par les professeurs, constituant une part significative de leur tâche. Le temps qu'ils y consacrent leur permet en outre d'actualiser leur enseignement, car l'un ne va pas sans l'autre.

Ensuite, mentionnons qu'une bonne partie des fonds de recherche en sciences humaines et sociales sert à embaucher des étudiants qui collaborent aux travaux des chercheurs, en faisant par exemple du dépouillement documentaire, de l'analyse de texte et de la rédaction, etc. Des tâches qui, de surcroît, sont essentielles à la carrière de juriste. La recherche contribue donc de manière significative à former ces étudiants.

À lire aussi :

Entrevue sur la recherche à la Faculté de droit p. 24-25



RÉPONDRE AUX BESOINS D'UN MONDE EN MUTATION

QUELQUES INITIATIVES FACULTAIRES

MULTIDISCIPLINARITÉ ET RECHERCHE COLLABORATIVE

- Bac-maîtrise droit et sciences de la vie
- Bac-maîtrise en droit avec MBA en régime coopératif
- Groupe de recherche SoDRUS (Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke)
- Groupe de recherche SAGE (Stratégies et Acteurs de la Gouvernance en environnement)
- Consortium de quatre universités canadiennes en droit de la santé
- Chaire de droit et gouvernance de la santé

SPÉCIALISATION DE LA PRATIQUE

- Programmes spécialisés au 2^e cycle
- Programmes combinés de bac-maîtrise
- Offre de formations continues dans des créneaux d'avenir, reconnues par le Barreau et la Chambre des notaires du Québec

JUSTICE PARTICIPATIVE

- Programmes spécialisés au 2^e cycle en prévention et règlement des différends (PRD)
- Séminaires de formation en justice participative et en PRD offerts annuellement aux juristes et autres professionnels en exercice

INTERNATIONALISATION DU DROIT

- Programmes de common law et droit transnational
- Maîtrise en droit international et politique internationale appliqués
- Parcours bilingues à la maîtrise en partenariat avec des universités étrangères

LES GAZ DE SCHISTE SOUS LA LOUPE DU SAGE

UN EXEMPLE DE RECHERCHE EN DROIT AU 21^E SIÈCLE

Par Diane Bergeron

Le Québec compte actuellement 29 puits de gaz de schiste. Faut-il poursuivre le développement de cette industrie, faire marche arrière ou y appliquer un moratoire? Lever le voile sur cette question amène à considérer une pluralité d'enjeux : risques environnementaux, besoins énergétiques, développement durable, processus décisionnel, etc.

Pour éclairer ces enjeux, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) a formé en 2011 un comité d'experts chargé de mener une vaste étude environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste. Dans son plan de réalisation rendu public en avril 2012, le comité énumère pas moins de 162 connaissances à acquérir aux plans environnementaux, sociaux et économiques.

Pour ce faire, il a fait appel à des experts d'horizons variés, dont des membres du groupe de recherche Stratégies et Acteurs de la Gouvernance Environnementale (SAGE), qui réunit des chercheurs de plusieurs disciplines. Le mandat confié au SAGE consiste à évaluer le rôle potentiel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec à l'égard de cette industrie comme vecteur de régulation des conflits d'usage, de même qu'à comparer les mesures de protection du territoire adoptées sous diverses juridictions.

« L'action du BAPE, les évaluations environnementales, le Plan Nord sont autant d'exemples – ou de contre-exemples – de la nécessaire implication de la population dans l'émergence et l'édification de la règle de droit. Non pas symboliquement, mais de manière efficiente », considère le professeur

David Gilles, directeur adjoint du groupe SAGE.

« Les résultats de notre recherche seront rendus publics après le dépôt du rapport, prévu en juin 2013, afin de permettre un débat de société plus en profondeur. Nous espérons d'ailleurs que tous les chercheurs impliqués dans cette vaste étude feront la même chose », souligne pour sa part la professeure Catherine Choquette, directrice du SAGE.

À propos du SAGE

Créé en 2009 à la Faculté de droit de l'UdeS, le groupe SAGE réunit divers spécialistes (juristes, biologistes, ingénieurs, économistes, géographes, sociologues, etc.) ainsi que des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux. Ses objectifs consistent à partager les connaissances scientifiques avec le milieu non académique et à proposer des stratégies pour résoudre les problématiques environnementales actuelles.

L'expérience démontre que la recherche en environnement exige un très haut niveau d'interdisciplinarité. « Pas possible de fonctionner chacun de son côté pour fusionner ensuite son travail à l'ensemble. Chaque membre de l'équipe doit apprendre à partager ses connaissances et à assimiler le savoir des autres », ajoute la professeure Choquette, qui était biologiste avant de devenir juriste.

Autre aspect incontournable pour poursuivre une telle mission : l'attention portée à l'expérience des autres pays. « Les mêmes interrogations se posant partout dans le monde, il est indispensable



Les chercheurs David Gilles et Catherine Choquette.

d'éclairer les débats au Québec par une analyse des solutions adoptées à l'étranger », avance le professeur Gilles.

Pour en savoir plus :
groupe-sage.ca
ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca

CONTRATS ET SUBVENTIONS DE RECHERCHE

La recherche subventionnée est en plein essor à la Faculté. Outre le contrat octroyé au SAGE par le MDDEP, voici quelques-uns des projets qui animent et propulsent la Faculté.

« **The Legitimacy of Prerogative Powers in the Contemporary State** », subvention Savoir du CRSH accordée à Geneviève Cartier.

« **A Scoping Study of Health Professionals' Clinical Reasoning : Toward a Better Understanding of the Influence of**

LES PROFS EXPORTENT LEUR SAVOIR

Les professeurs de la Faculté diffusent leurs connaissances aux quatre coins du globe. Voici quelques exemples récents de séjours à l'étranger, effectués dans le but de transmettre le savoir à des professeurs, étudiants ou spécialistes d'autres pays.

- **Catherine Choquette**, invitée à l'Université de Santa Catarina au Brésil.
- **Mathieu Devinat**, invité à l'Université Montpellier 1 et à l'Université nationale du Vietnam à Hanoi.

SHERBROOKE REMPORTE LE CONCOURS D'ART ORATOIRE FACE-À-FACE

Sherbrooke a remporté la finale nationale du concours d'art oratoire Face-à-face, qui a eu lieu en avril dernier à Ottawa. Les représentants de la Faculté, Marie-Laurence Hébert-Trudeau et Francis Grignet, ont su s'illustrer parmi la crème des orateurs en provenance des facultés de droit civil du Québec et d'Ottawa. Cette compétition annuelle permet aux futurs juristes de s'affronter lors de débats sur des sujets d'actualité.

Les nuits ont été courtes pour l'équipe de la Faculté de droit. « Nous avons reçu la liste des sujets ainsi que notre position imposée 48 h avant le début du concours », raconte Marie-Laurence Hébert-Trudeau, étudiante de 3^e année en droit. Le tandem s'est donc retrouvé à débattre, par exemple, *pour* l'intervention de l'État dans la réglementation d'Internet et *contre* l'indexation des

amendes et contraventions au revenu du contre-venant.

« Finalement, notre rigueur et notre style nous ont permis de convaincre les juges. L'avantage que nous avons eu sur les autres équipes est, à mon avis, notre préparation », souligne Francis Grignet, qui en est à sa 2^e année en droit. « Nous sommes désormais plus à l'aise en plaidoirie et avons acquis des connaissances sur la façon de rendre un argument le plus percutant possible », ajoute Marie-Laurence.

Pour la directrice des affaires étudiantes et secrétaire de Faculté Me Éliane-Marie Gaulin (LL.B. 1984), les concours de débats « constituent une plus-value formidable à la formation des étudiants, c'est pourquoi nous les soutenons vivement! »



Les débatteurs Francis Grignet et Marie-Laurence Hébert-Trudeau.

CONTRATS ET SUBVENTIONS DE RECHERCHE (SUITE)

the Institutional Dimension of Societal and Practice Context », subvention des IRSC accordée à Louise Lalonde.

« **Lexique sur la justice participative et les modes de prévention et règlement des différends** », subvention de la Fondation du Barreau du Québec accordée à Jean-François Roberge et Hervé Cassan.

« **Évaluation des centres de justice de proximité** », contrat de recherche du ministère de la Justice, octroyé à David

Gilles, Stéphane Bernatchez, Suzanne Comtois et Louise Lalonde.

« **La prévention et le règlement pacifique des différends environnementaux** », subvention de la Fondation du Barreau du Québec accordée à Catherine Choquette.



NOUVEAU PROFESSEUR

Derek McKee termine son doctorat à l'Université de Toronto en droit canadien des relations étrangères. Sa thèse porte sur la gouvernance mondiale dans les domaines du développement, de l'environnement et des médicaments, et son influence sur les lois intérieures visant ces enjeux internationaux.

Le professeur McKee s'intéresse principalement au droit public, notamment au droit administratif, et aux relations entre les systèmes de droit. Il a travaillé comme auxiliaire juridique à la Cour suprême du Canada en 2006 et 2007.

LES PROFS EXPORTENT LEUR SAVOIR (SUITE)

- **David Gilles**, invité à l'Université Paris Descartes.
- **Carmen Lavallée**, invitée à l'Université de Nice.
- **Pierre-François Mercure**, invité à l'Université de Nice et à celle de Limoges.
- **Arthur Oulaï**, invité à l'Université de Lyon 2.
- **Daniel Proulx**, invité à l'Université Montpellier 1.
- **Catherine Régis**, invitée à l'Université Paris Descartes.
- **Jean-François Roberge**, invité à l'Université Paris Descartes.
- **Simon Roy**, invité à l'Université de Nice.



Le cortège d'honneur du Gala 2012, de gauche à droite : Neville-Warren Cloutier, Julie Maltais, Sébastien Lebel-Grenier, Patrick Thérout, Jocelyne Faucher, Claude Villeneuve, Guy Morin, Catherine Dahmen, Pierre Bélanger, Annie-Claude Hinse, Paul Dunnigan, Caroline Martel, Jacques Lemay, Robert Normand, Marcel Guy, Stéphane Reynolds, Alexandra Doyon, Julie Lebreux, Éric Hébert, Steve Lamontagne, Guillaume Daigneault, Albert Gobeil, Roberto Savarese et Gaétan Dumas.

GALA DU MÉRITE ÉTUDIANT

70 LAURÉATS ET PRÈS DE 215 000 \$ EN PRIX ET BOURSES

MERCI à nos donateurs

- AGED
- Association de droit Lord Reading
- Barreau de Saint-François
- Barreau du Québec
- Bereskin & Parr
- BMO Groupe Financier
- Chambre des notaires du Québec
- Crochetière, Pétrin
- Davies Ward Philips & Vineberg
- De Grandpré Chait
- Éditions Yvon Blais
- Fasken Martineau
- Financière des professionnels en droit notarial
- Fonds Chénier-Picard
- Fonds des diplômés de l'Université de Sherbrooke
- Fonds institutionnel de l'UdeS
- Fournier Demers Bureau Borduas
- Fraser Milner Casgrain
- Grondin Savarese
- Heenan Blaikie
- Instituts de recherche en santé du Canada
- Isabelle Dumont, notaire
- Jobin Lebreux
- L'honorable juge Danielle Côté
- Magistrature du district Saint-François
- Monette Barakett
- Monty Coulombe
- Norton Rose
- Sanofi-Aventis
- Sherbrooke Innopole
- Wilson et Lafleur

La fierté et la gratitude étaient palpables au foyer Bellevue du Centre culturel de l'Université de Sherbrooke le 14 mars 2012, lors de la 21^e édition du Gala du mérite étudiant de la Faculté de droit. La cérémonie, organisée conjointement par La Fondation de l'Université de Sherbrooke et la Faculté, a permis de récompenser 70 étudiants qui se sont partagé 213 950 \$ en bourses et prix d'excellence. Plusieurs donateurs, personnalités du monde juridique et membres du personnel ont pris part à l'événement.

« Cette cérémonie porte bien son nom. En effet, nos 70 récipiendaires ont beaucoup de « mérite ». Pour atteindre l'excellence académique, ils ont dû déployer une somme considérable d'efforts, de talents et de rigueur », a signifié le doyen **Sébastien Lebel-Grenier**.

« Pour toute notre communauté universitaire, la réussite est davantage qu'un principe : c'est le leitmotiv qui unit nos idées et nos gestes, et la source d'inspiration qui nous amène chaque jour à nous dépasser dans notre mission d'éducation et de formation », a affirmé la professeure Jocelyne Faucher, secrétaire générale et vice-rectrice aux relations internationales.

Enfin, la trésorière du CA de La Fondation de l'Université de Sherbrooke, Mme Julie Maltais, a souligné la générosité des donateurs. « La cérémonie d'aujourd'hui est l'occasion de rendre hommage à ces nombreux donateurs et donatrices qui, par le biais de La Fondation, investissent dans le développement et dans la formation de jeunes professionnels. »



Olivier Simard Duchesneau, Kenza Sassi et Vincent Rondeau-Paquet reçoivent chacun une Bourse de l'AGED de 500 \$, remise par Francis Grignat (à gauche).



Marie-Lou Laprise reçoit le Prix Davies Ward Philips & Vineberg de 1000 \$ remis par la Pre Denise Pratte.



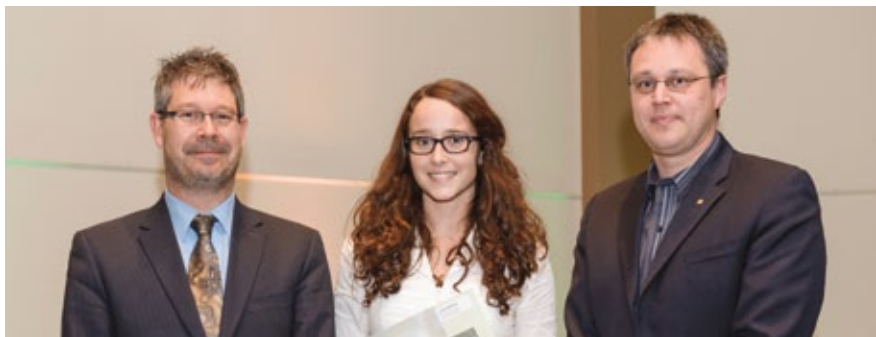
Pierre-Olivier Tremblay reçoit la Bourse d'excellence Norton Rose de 1000 \$, remise par Me Myriam Desmarais.



Marie-Andrée Dubois reçoit la Bourse Sanofi-aventis de 1000 \$, remise par la Pre Mélanie Bourassa Forcier.



Jonathan Martin reçoit la Bourse Isabelle Dumont de 1500 \$, remise par Me Isabelle Dumont.



Julie Bélisle reçoit le Prix Guy R. Landry – Monty Coulombe de 1500 \$, remis par Me Stéphane Reynolds et le Pr Stéphane Bernatchez.



Claudia Bérubé reçoit la Bourse Grondin Savarese de 1000 \$, remise par Me Roberto Savarese. Elle a également reçu le prestigieux Prix du doyen accompagné de la médaille Albert-Leblanc.



Maude St-Laurent, Alexandre Désy, Anne-Marie Santorineos et Marie-Ève Rock reçoivent chacun une Bourse BMO Groupe Financier de 1500 \$, remise par le Pr Arthur Oulaï.



Sylvia-Lise Bada, Mélanie Robert, Marie-Sophie Demoflys, Kristine Plouffe-Malette et Xuan Bach Nguyen reçoivent chacun une bourse d'admission au doctorat en droit de 5000 \$, remise par M. Robert Normand (au centre) et le Pr Sébastien Lebel-Grenier.

THERRIEN COUTURE EMBOÎTE LE PAS 50 000 \$ POUR LA BIBLIOTHÈQUE DE DROIT

Le cabinet Therrien Couture avocats, S.E.N.C.R.L. verse 50 000 \$ au Grand chantier de modernisation de la bibliothèque de droit. Me Yannick Crack (LL.B. 1996), associé au bureau de Sherbrooke, souhaite que ce don inspire d'autres diplômés de la Faculté en valorisant l'implication philanthropique et qu'il contribue à les sensibiliser à l'importance d'appuyer la réussite étudiante.

« C'est une grande source de fierté de compter sur des diplômés pour appuyer activement l'essor de la Faculté de droit, souligne le doyen Sébastien Lebel-Grenier. Leur contribution permet d'améliorer la préparation de la relève tout en répondant aux besoins de plus en plus exigeants du monde juridique. Les associés et les avocats du cabinet Therrien Couture démontrent, par cet appui, leur attachement envers la Faculté et leur soutien envers des centaines d'étudiants. »

Pour sa part, le directeur général de La Fondation de l'Université de Sherbrooke, Me François Dubé (LL.B. 1981), remercie le cabinet Therrien Couture avocats S.E.N.C.R.L. : « Je me réjouis vivement de l'engagement personnel des associés et des avocats

diplômés du cabinet envers leur *alma mater*. Nous espérons que ce don incitera d'autres partenaires à appuyer les projets de l'Université de Sherbrooke. »

Avec ce don, Therrien Couture s'ajoute aux autres partenaires, diplômés, amis et membres du personnel de la Faculté qui se mobilisent en vue d'amasser les 3 M\$ requis pour réaliser le Grand chantier de modernisation de la bibliothèque de droit. Ce projet permettra à la Faculté de se maintenir à l'avant-garde des transformations du droit et d'élargir ses créneaux d'expertise pour mieux répondre aux besoins d'un monde en mutation. Cela en continuant à remplir sa mission avec brio : celle de former une relève juridique de premier plan.



**Vos dons
façonnent
l'avenir!**



Maquette de la future bibliothèque de droit.

HAUSSE RECORD DES DEMANDES D'ADMISSION

La Faculté de droit a enregistré de nouveaux records dans la foulée des admissions 2012. En date du 11 juin dernier, elle avait en effet reçu 2316 demandes pour ses cinq cheminement au 1^{er} cycle, soit 21 % de plus qu'en 2011 à pareille date. Le bac-maîtrise coopératif en droit avec MBA est particulièrement prisé, avec une hausse de 34 %.

Si cette progression marquée est une excellente nouvelle pour la Faculté de droit, elle ne surprend pas. En effet, les demandes d'admission aux programmes de 1^{er} cycle ont littéralement triplé de 2002 à 2012. Constat tout aussi impressionnant du côté des études supérieures, les demandes ayant doublé au cours de la même période.

La grande force d'attraction de la Faculté au 2^e cycle s'explique entre autres par son offre de programmes spécialisés dans des domaines en plein essor : en prévention et règlement des différends, en droit et politiques de la santé, en droit international et politique internationale appliqués, par exemple.



« La croissance des demandes d'admission rejaillit sur la réputation d'excellence de notre faculté, ce qui a également pour effet de renforcer la valeur des diplômes que nous décernons. Nos étudiants actuels et futurs peuvent également se réjouir de notre rayonnement accru. Celui-ci est le reflet des efforts soutenus de l'ensemble de la communauté facultaire », commente le doyen Sébastien Lebel-Grenier.



Rémi-Julien Funk, stagiaire coopératif chez Therrien Couture Avocats, en compagnie de Me Marie-Claude Gaudreau.

Des stagiaires en droit prêts à vous aider!

3 profils de stagiaires selon vos besoins :

- Droit
- Droit-MBA
- Droit-Sciences de la vie
- Stages de 15 semaines, à temps complet
- Mandats définis par l'employeur
- D'excellents candidats disponibles dès leur 2^e année d'études

819 821-7747
USherbrooke.ca/ssp



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

LA COUR D'APPEL BÉNÉFICIE DE L'EXPERTISE DE LA FACULTÉ

Le Centre judiciaire de la Faculté de droit a vu défiler bien des officiers de justice au cours de son histoire, que ce soit lors de procès simulés ou d'activités de formation continue pour les juristes en exercice. En mai dernier, ce sont l'ensemble des juges de la Cour d'appel du Québec (CAQ) qui s'y sont réunis. Non pour siéger mais bien pour bénéficier d'un programme de formation sur mesure.

Qu'est-ce qui a amené ces 25 magistrats sur la colline universitaire de Sherbrooke? « Notre premier objectif est de susciter un rapprochement avec les justiciables et les autres participants de notre système de justice », explique Nicole Duval Hesler, juge en chef de la Cour d'appel.

Un rapprochement à la fois agréable et instructif, puisqu'il a permis à la CAQ de profiter du savoir des professeurs de la Faculté d'une part, et d'autre part, de rencontrer les magistrats et les membres du Barreau de Saint-François à l'occasion d'un cocktail.

« Nous avons conçu un programme de formation sur mesure qui répondrait aux besoins des participants tout en permettant à la Faculté de mettre en

valeur ses créneaux d'expertise », souligne le professeur Mathieu Devinat, vice-doyen à la recherche à la Faculté de droit.

Les participants ont eu droit à quatre conférences suivies de périodes d'échanges sur des thèmes variés : les crimes d'honneur, l'application de l'obligation *in solidum* au Québec et la justice participative. Une bonne part du programme portait sur ce dernier sujet parce qu'il revêt une dimension très concrète pour la magistrature et que la Faculté de droit de l'UdeS est chef de file du monde francophone dans ce domaine. Elle a notamment formé plus de 400 magistrats du Québec et d'ailleurs à la médiation judiciaire.

Ancien doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, l'honorable Nicholas Kasirer considère qu'il y a des affinités naturelles entre les universitaires et les magistrats de la CAQ. « La démarche d'un juge de la Cour d'appel est très académique, dit-il. Comme pour tout universitaire, une bonne part de son travail consiste à réfléchir sur le droit. »

L'activité a eu lieu grâce au dynamisme de l'équipe d'organiseurs, composée des juges Pierre J. Dalphond, **Jacques Dufresne** (LL.L. 1972, ambassadeur de la Faculté de droit) et Nicholas Kasirer; de même que des professeurs **Mathieu Devinat**, **Sébastien Lebel-Grenier** et



L'honorable Pierre J. Dalphond.



L'honorable juge en chef Nicole Duval Hesler.



L'honorable Yves-Marie Morissette.

Arthur Oulăi. Son succès repose également sur les quatre professeurs conférenciers : **Louise Lalonde** (LL.B. 1984), **Jean-François Roberge** (LL.B. 1996, LL.M. 2003, LL.D. 2007), **Marie-Pierre Robert** et **Nathalie Vézina**.

Des liens de longue date avec la magistrature

Dès 1974, plusieurs juges se sont associés au programme d'activités cliniques de la Faculté. Ces activités pédagogiques créditées permettent à des étudiants de développer leurs habiletés en étant jumelés à des juristes d'expérience. Aujourd'hui, environ 15 juges accueillent et supervisent des étudiants chaque année, contribuant directement à leur formation. Certains magistrats collaborent également aux procès simulés de 1^{re} et de 2^e instance organisés par la Faculté.

CONSENTEMENT AUX SOINS ET MÉDECINE MODERNE

UNE SOURCE INTARRISSABLE D'ENJEUX

Par Robert P. Kouri et Suzanne Philips-Nootens

L'inviolabilité de la personne et son corollaire, le droit à l'intégrité, sont consacrés tant par la *Charte des droits et libertés de la personne* que par le *Code civil du Québec*. Si la notion de personne juridique, titulaire de ces droits fondamentaux, fait déjà débat à l'aube de la vie alors que se développent les interventions sur l'enfant à naître, les décisions d'arrêt de traitement et de choix de mort sont, en 2012, au cœur de l'actualité. Le corps humain même, substrat tangible de la personne, se voit disséqué en de multiples éléments utilisables au bénéfice d'autres personnes et de la recherche médicale, et scruté dans ses sources vitales les plus intimes, à savoir son patrimoine génétique.

L'inviolabilité de la personne impose d'obtenir pour toute intervention, quelle qu'en soit la nature, son consentement libre et éclairé ou encore l'autorisation de la loi. La complexité de plus en plus marquée des situations auxquelles nous confrontent tant la médecine moderne à l'ère des biotechnologies que la recherche aux possibilités infinies, implique une réflexion juridique et éthique constante.

S'impose donc une mise à jour régulière des références législatives, jurisprudentielles et doctrinales susceptibles de nourrir cette réflexion et de cerner au mieux l'obligation, pour les médecins et chercheurs, d'informer adéquatement les patients ou participants à la recherche afin d'obtenir un consentement ayant les qualités requises.

Il serait absurde d'attendre de la loi qu'elle envisage toutes les interventions possibles. Les tribunaux sont amenés à se prononcer sur des litiges mettant en jeu, outre les droits fondamentaux, de nombreuses valeurs sociétales, professionnelles, et la liberté des chercheurs. Le droit québécois, s'il garde toute sa spécificité, ne peut faire l'économie de regards sur les autres provinces canadiennes et sur les juridictions européennes.

C'est dans cette optique que paraîtra sous peu la 3^e édition de *L'intégrité de la personne et le consentement aux soins*. Cet ouvrage est destiné à tous les juristes intéressés au domaine, aux étudiants de même qu'aux autorités judiciaires et politiques amenées à se pencher sur ces questions fondamentales. Les auteurs ne craignent pas d'aborder les questions litigieuses et, s'il y a lieu, de prendre position. L'analyse critique ne fait-elle pas partie de la mission universitaire?



Le professeur **Robert P. Kouri** (LL.L. 1965) est cotitulaire de la Chaire de droit et gouvernance de la santé. Il compte aussi parmi les membres du Groupe de recherche en droit de la santé de l'Université de Sherbrooke (GREDSUS) et du Comité d'éthique de la recherche de Santé Canada. Il enseigne et poursuit ses recherches en droit de la santé, des obligations et de la responsabilité civile. Il a agi à titre de consultant auprès de plusieurs instances publiques, dont Justice Canada et le ministère de la Justice du Québec.

La professeure **Suzanne Philips-Nootens** (LL.B. 1980) est membre du GREDSUS et du Comité scientifique d'évaluation des médicaments aux fins de l'inscription de l'Institut national d'excellence en santé et services sociaux du Québec. Médecin et juriste, elle poursuit ses recherches en droit, éthique et médecine moderne, en droit des personnes, en responsabilité civile et médicale et en génétique.

DES EXEMPLES D'ENJEUX

- Comment le candidat à une recherche en génétique peut-il donner un consentement valable à une recherche future encore indéterminée ?
- Jusqu'où peut aller le proche habilité à décider pour un majeur inapte en présence d'une qualité de vie qu'il juge déplorable ?
- Toute personne âgée ou sous régime de protection est-elle de ce seul fait inapte à consentir à des soins médicaux ?
- Faut-il repenser le droit de refuser catégoriquement les soins en présence d'une maladie mentale ?
- Les parents peuvent-ils, en matière de recherche, prendre des engagements au nom de leur jeune enfant, voire de leur enfant non encore né ?

PERSPECTIVES SUR LA CRIMINALISATION DE LA POLYGAMIE

Par Marie-Pierre Robert

Marie-Pierre Robert se spécialise en droit pénal ainsi qu'en droits et libertés. Après avoir agi comme assistante juridique au Tribunal pénal international pour le Rwanda, elle a obtenu un doctorat en droit de l'Université McGill. Elle codirige le groupe de recherche Société, Droit et Religions de l'UdeS (SoDRUS) ainsi que le cheminement en pratique du droit criminel et pénal de la maîtrise en droit, qui sera offert dès l'automne 2013.

Bien que la pratique de la polygamie soit criminelle au Canada depuis 1890, très peu de poursuites ont été intentées sur cette base. La polygamie se pratique pourtant ouvertement par des mormons fondamentalistes de Bountiful, en Colombie-Britannique. Les autorités hésitent à déposer des accusations criminelles pour des raisons constitutionnelles : la criminalisation de la polygamie porte-t-elle atteinte aux droits et libertés protégés par la Charte canadienne, dont la liberté de religion ?

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a posé cette question par un renvoi devant la Cour suprême de sa province, qui a rendu son avis en novembre dernier. La Cour estime que dans la mesure où la criminalisation de la polygamie vise des adultes, elle est constitutionnelle. Comme les mormons fondamentalistes croient qu'il leur faut pratiquer la polygamie pour atteindre le niveau supérieur du paradis, la criminalisation de la polygamie viole leur liberté de religion. Cependant, la Cour considère que cette restriction de la liberté de religion est justifiée dans le cadre d'une société libre et démocratique pour protéger les femmes, les enfants et la société contre les torts associés à cette pratique.

À ce sujet, elle s'appuie sur une preuve impressionnante, constituée de rapports d'experts, de témoignages de personnes ayant vécu au sein d'unions polygames, ainsi que de littérature scientifique provenant de différentes disciplines. La Cour estime également que la violation de la liberté de religion est justifiée pour protéger l'institution du mariage monogame, qui est pourtant une institution traditionnellement religieuse.

Or en 1890, lorsque le Parlement fédéral a décidé de criminaliser la polygamie, avait-il réellement pour objectif de protéger les femmes et les enfants ? Ne visait-il pas plutôt à décourager l'immigration de mormons qui fuyaient la persécution dont ils étaient victimes aux États-Unis et qui avaient commencé



à s'établir au Canada quelques mois plus tôt ? D'ailleurs, la disposition d'origine faisait explicitement référence aux mormons. Il était interdit de pratiquer la polygamie ou ce que les mormons appellent les mariages spirituels ou pluraux. Malgré ce libellé d'origine très clair, la Cour juge que la criminalisation de la polygamie ne visait pas spécifiquement les mormons.

Cet avis peut soulever des critiques non seulement juridiques, mais criminologiques et sociologiques. Cela a motivé les professeurs David Koussens, Stéphane Bernatchez et moi-même à diriger un dossier spécial sur la polygamie au Canada, qui regroupe les perspectives de chercheurs provenant de plusieurs disciplines et universités canadiennes.

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du groupe de recherche Société, Droit et Religions de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS). Ils seront publiés dans l'*Annuaire Droit et Religions* en français aux presses Aix-Marseille en 2013. La version anglaise des textes paraîtra aux Éditions de la Revue de droit de l'UdeS.

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Marie-Pierre Robert présentera une conférence sur la justification de la criminalisation de la polygamie dans le cadre du colloque Neutralité de l'État en matière religieuse : histoires, représentations, et pratiques. Une comparaison Amérique du Nord - Union européenne, qui aura lieu les 26 et 27 octobre 2012 au Campus de Longueuil.

MONIQUE GAGNON-TREMBLAY AMBASSADRICE 2012 DE LA FACULTÉ DE DROIT

Par Diane Bergeron

Lors de son Gala du rayonnement, l'Université de Sherbrooke honore onze personnes et une organisation qui rayonnent dans leur champ d'action, inspirent l'excellence et invitent au dépassement. Quatre titres honorifiques sont décernés lors de cet événement annuel : ambassadeur (un pour chaque faculté), grand ambassadeur, ambassadeur du développement durable et partenaire-ambassadeur du Service des stages et du placement. Le 3 mai dernier, c'était au tour de **Monique Gagnon-Tremblay** (LL.L. 1972, DDN 1973) de recevoir la prestigieuse distinction, s'inscrivant dans la pléiade de personnalités qui font la fierté de toute la communauté universitaire.

« Je parle beaucoup de l'Université de Sherbrooke lors de mes déplacements au Québec et à l'étranger. Parce qu'ici, on fait des choses qui ne se font pas ailleurs », lançait Monique Gagnon-Tremblay lors de la remise, affichant une joie à la fois évidente et contenue. La grande dame de la politique se révèle ainsi ambassadrice bien avant sa nomination officielle.

C'est là un trait dominant chez celle qui, au moment d'aller sous presse, était ministre responsable des Relations internationales et de la Francophonie : elle prend les devants; elle trace de nouveaux chemins. Ainsi fut-elle la 2^e femme notaire en Estrie et la 1^{re} femme ministre des Finances et chef de l'opposition à Québec.

Pour une femme qui n'avait jamais songé à faire carrière en politique avant de s'engager dans le camp du NON lors du référendum de 1980, elle laissera un héritage politique imposant. On lui doit notamment le patrimoine familial, la première politique de services de garde, la première politique pour contrer la violence faite aux femmes, l'entente Québec-Ottawa sur la sélection des immigrants et l'entente France-Québec sur la qualification de la main-d'œuvre.

« Mme Gagnon-Tremblay aspire à servir plutôt qu'à recevoir des honneurs, soulignait le doyen de la Faculté **Sébastien Lebel-Grenier** lors de sa nomination. C'est une personne qui a eu énormément d'impact sur la collectivité. Elle partage des valeurs chères à notre faculté, telles la rigueur, l'engagement et le dépassement. »

Bourreau de travail, Monique Gagnon-Tremblay est reconnue pour son approche pragmatique. Elle va au fond des dossiers, parcourt tous les documents disponibles, s'informe sur les moindres détails, consulte des spécialistes, vérifie ses données. Quand elle maîtrise son dossier, elle établit son plan d'action



Le pianiste Alain Lefèvre a interprété une pièce musicale pour la nouvelle ambassadrice de la Faculté lors du Gala du rayonnement.



Devant la Galerie du rayonnement de la Faculté de droit, Monique Gagnon-Tremblay est entourée des ambassadeurs Michel Coutu et Denis Paré, et du doyen Sébastien Lebel-Grenier.

et obtient les résultats visés. Les gens qui l'entourent parlent d'une femme de convictions et de principes dont les exigences de qualité sont très élevées. Ils soulignent également sa bienveillance et sa délicatesse.

En 2011, *Paroles de droit* avait demandé à Mme Gagnon-Tremblay d'évoquer son parcours unique à l'occasion de son 25^e anniversaire de vie politique – un événement qui n'était pas passé inaperçu en Estrie, 400 personnes s'étant réunies pour lui rendre hommage. Elle écrivait : « Le rôle crucial du notaire contribue à faire de lui un témoin privilégié de tous les changements qui marquent l'évolution de la société québécoise. Et comme celle-ci ne cesse d'évoluer, c'est en prenant part au débat – ce que je vous invite à faire à titre de juriste – que se manifestera le choc des idées. Car c'est à l'issue de ce dernier que naîtront des réformes qui amélioreront le sort des individus. »

À voir, photoreportage de l'événement :
USherbrooke.ca/droit/diplomes
(menu ambassadeurs de la Faculté)

ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL TROIS DIPLÔMÉS ÉLUS AU CA

Par Isabelle Pauzé

Trois diplômés de la Faculté figurent parmi les membres du conseil d'administration 2012-2013 de l'Association du Jeune Barreau de Montréal (AJBM), soit **Paul-Matthieu Grondin** (LL.B. 2005), **Caroline Larouche** (LL.B. 2007, LL.M. 2012) et **Roberto Savarese** (LL.B. 2005).

« L'implication est une valeur largement encouragée à l'Université de Sherbrooke et nous avons tous trois été actifs dans quantité de comités au cours de nos études. C'est sûrement une des raisons qui expliquent notre intérêt à nous impliquer maintenant au sein de l'AJBM », précise Paul-Matthieu Grondin. Responsable du comité Financement, l'avocat sera notamment responsable de la recherche de commanditaires et de rabais corporatifs pour les membres.



Paul-Matthieu Grondin, Caroline Larouche et Roberto Savarese.

Pour Caroline Larouche, qui a organisé des éditions du *Show de la Fac*, l'AJBM est une belle porte d'entrée : « Je profiterai de mon mandat au comité Relations avec les membres pour m'investir activement dans la question de l'accès à la justice et pour faciliter l'intégration des jeunes dans la profession. »

Roberto Savarese aussi s'engage depuis longtemps. Tour à tour président de l'Association générale des étudiants en droit (AGED) et coprésident de l'équipe sherbrookoise des *Law Games* (avec Paul-Matthieu Grondin), il recherche dans sa présence au sein du CA de l'AJBM l'occasion de créer des événements rassembleurs.

LOUIS MARQUIS SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉTS

Par Diane Bergeron

Me **Louis Marquis** (LL.B. 1986) est maintenant secrétaire général de l'École de technologie supérieure (ÉTS). Spécialisée dans l'enseignement et la recherche en génie et dans le transfert technologique, cette institution fait partie du réseau de l'Université du Québec.

« Je me retrouve au centre d'une grande patinoire où je pourrai faire fructifier mes idées et continuer à contribuer au développement des universités au Québec », confie celui qui a une solide expérience du monde universitaire, ayant été doyen de la Faculté de droit de 2000 à 2004, vice-recteur aux relations institutionnelles et secrétaire général à l'Université de Sherbrooke de 2005 à 2009, ainsi que vice-recteur aux affaires francophones, aux affaires étudiantes et au recrutement à l'Université Laurentienne jusqu'à sa nomination à l'ÉTS.

Outre son rôle d'avocat principal, il sera responsable des ressources humaines, des communications, de la gouvernance



ainsi que de dossiers stratégiques susceptibles d'alimenter le dynamisme de l'ÉTS, qui a connu une forte progression au cours des 10 dernières années. « Générer des idées et concrétiser de petites et grandes actions en équipe : voilà ma motivation quotidienne », dit-il avec énergie et enthousiasme.

Me Marquis demeure toujours aussi actif en prévention et règlement des différends (PRD), discipline pour laquelle il a joué un rôle de pionnier dans le monde francophone. Il sera d'ailleurs rapporteur général dans ce domaine lors du prochain Congrès de l'Académie internationale de droit comparé de 2014. Le fil conducteur de sa carrière : être en éveil constant, et trouver les solutions aux défis de l'heure par l'entremise de projets qui contribuent au mieux-être du plus grand nombre de personnes possible. Un alliage de pragmatisme et de vision.

MARIANICK TREMBLAY DE MONT-LAURIER AU MONDE ENTIER

Par Isabelle Pauzé



Originaire de Mont-Laurier, **Marianick Tremblay** (LL.B. 1989) vit une expérience qui la marque profondément lorsque, à l'âge de sept ans, sa famille s'installe deux ans en Tunisie, à la faveur d'un contrat que son père réalise pour l'Agence canadienne de développement international (ACDI). « Cette immersion dans une autre culture a été déterminante dans mon choix de carrière, » indique-t-elle.

Au moment d'entamer des études universitaires, le droit s'impose de lui-même, pour la formation et la variété des possibilités offertes. « Ce qui a surtout joué en faveur de Sherbrooke, c'était l'environnement personnalisé et la vie de campus en micro-société, à l'américaine, qui me correspondait », précise Me Tremblay.

Aussi, après avoir amorcé sa carrière en pratique privée durant quelques années, Marianick Tremblay entre au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en 1993. Depuis, elle a gravi les échelons jusqu'au poste prestigieux d'ambassadeure du Canada au Salvador, une fonction passionnante et pleine de défis qu'elle a occupée de 2010 jusqu'à l'été 2012.

Carrière diversifiée et postes stratégiques

En 1993, après avoir réussi un concours exigeant pour entrer aux Affaires étrangères dans la filière politique (à peine 11 candidats reçus sur un total de 7500 aspirants), Me Tremblay suit une formation diplomatique qui la préparera à réaliser son objectif.

L'avocate et diplomate voit constamment croître ses responsabilités comme agent politique, devenant deuxième puis premier Secrétaire dans les ambassades du Canada à Cuba et au Mexique. Elle devient conseiller et chef de programme des Relations générales, respectivement à l'ambassade du Canada au Maroc (pays aux traditions millénaires qui l'a beaucoup touchée) et au Chili. Au sujet de ce dernier, elle confie : « Nos échanges avec ce pays latino-américain sont très riches; d'ailleurs, on l'appelle parfois *le petit Canada* tant nos valeurs sont similaires. De plus, j'ai vécu avec les Chiliens l'important tremblement de terre de 2010. Ce fut une expérience professionnelle et humaine formatrice. »

De nombreux défis marquent une carrière comme celle de Marianick Tremblay. Composer avec le fait d'être loin de sa famille et de ses amis, recommencer une nouvelle vie dans chaque nouveau pays en sont deux bons exemples. « À chacune de mes affectations, je m'adapte au monde qui devient temporairement le mien, tout en conservant une perspective canadienne. En effet, je dois constamment envisager les événements et les mandats en mesurant leur impact potentiel pour le Canada. C'est complexe, mais très valorisant. »

Encore aujourd'hui, alors qu'elle a à gérer des mandats importants pour le Canada, Me Tremblay considère que ce qu'elle a appris au cours de ses études lui sert chaque jour, qu'elle pense à la réflexion, à l'analyse ou à l'argumentation. La vie de diplomate est vraiment ce qui la passionne! Ainsi, de retour au Canada avec son mari et ses deux enfants (âgés de 12 et 15 ans), elle sait déjà que, d'ici deux ou trois ans, l'appel de l'étranger résonnera encore!

N.D.L.R. Au moment d'aller sous presse, *Paroles de droit* a appris que Marianick Tremblay a été nommée directrice pour les Affaires hémisphériques et Haïti au ministère des Affaires étrangères et commerce international.



Louis-Paul Allard en compagnie de Pierre Arcand, président d'honneur de l'édition 2012 des Phénix de l'environnement.

LOUIS-PAUL ALLARD MEMBRE DU CERCLE DES PHÉNIX

Par Isabelle Pauzé

Me Louis-Paul Allard (LL.L., 1970) est bien connu du grand public pour les nombreuses émissions de télévision et de radio qu'il a animées. Encouragé à se diriger vers le droit par un frère notaire, ce touche-à-tout passionné a consacré sa carrière à différentes causes, dont les dénominateurs communs sont probablement un grand intérêt pour l'humain... et pour la nature!

Un engagement soutenu envers l'environnement

Tour à tour élève du Séminaire de Sherbrooke, puis du Collège universitaire et de la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke, Louis-Paul Allard a toujours été un étudiant très impliqué. Vice-président de son association étudiante au début des années 1970, il a par la suite poursuivi son militantisme du côté de la protection de l'environnement.

Cet attachement envers l'environnement lui vient certainement de son enfance, passée à Lac-Mégantic, dans la région de l'Estrie. « J'ai grandi dans un milieu exceptionnel, baigné de montagnes, de lacs et de rivières », évoque Me Allard.

À l'aube de sa vie adulte, établi près de la rivière L'Assomption, le jeune professionnel se rend compte que ce joyau naturel est mal en point : « La rivière était à cette époque l'une des plus polluées du Québec, entre autres à cause des nombreuses exploitations porcines installées à proximité, relate-t-il. J'ai donc fondé la corporation À court d'eau, en 1984. Puis, j'ai livré une lutte acharnée, durant cinq ans, pour faire adopter des mesures afin d'assainir et de protéger la rivière et d'éveiller les consciences chez mes concitoyens. » C'était une première victoire. Il y en aura bien d'autres.

En 1986, toujours mû par une grande soif de justice et de protection des ressources, Louis-Paul Allard crée la Fondation québécoise en environnement, dont il est toujours le président. « Je l'ai fait pour faire partie de la solution, dit-il, en rappelant que le sujet n'avait pas la cote comme aujourd'hui. Et pour m'associer avec des gens qui pouvaient faire bouger les choses. »

Lors de la 15^e cérémonie de remise des Phénix de l'environnement, en mai dernier, Me Allard est devenu membre du prestigieux Cercle des Phénix, la plus haute distinction environnementale décernée au Québec.

Informier et éduquer

Durant toute sa carrière, l'homme aux multiples talents a cherché à peaufiner d'autres cordes, pour les ajouter à son arc. Aussi, en plus d'avoir longtemps œuvré à la Commission des services juridiques du Québec et travaillé à créer l'Aide juridique, la communication a rapidement pris une place importante pour Me Allard.

C'est donc avec ce souci constant d'information juridique que sont nées, entre autres, les émissions *Justice pour tous* et *La Minute juridique*, bien connues du public québécois. « En tout, j'ai écrit plus de 300 scénarios d'une demi-heure chacun consacré à la justice et à la vulgarisation du droit », précise-t-il avec enthousiasme. « Je n'ai pas été qu'un juriste communicateur; je n'ai pas été qu'un animateur féru de droit. J'ai constamment enrichi mes connaissances dans quantité de domaines. Et j'en suis fier! »

TROIS DIPLÔMÉS RECRUTÉS PAR LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC

Par Isabelle Pauzé

Trois diplômés de la Faculté de droit ont décroché un stage convoité au sein du plus haut tribunal du Québec. **Julien Delisle**, **Kevin Lafrenière** et **Francis Lévesque**, tous trois de la promotion 2011, auront la chance d'évoluer auprès de juges de la Cour d'appel du Québec pendant deux ans. Cette dernière étape avant l'assermentation par le Barreau se déroulera à Québec.

Le défi les appelle, chacun à leur façon. Pour Julien Delisle, le stage, qui permet de toucher à plusieurs domaines du droit, représente une occasion unique de parfaire ses connaissances juridiques et de vivre une expérience d'une valeur inestimable. « C'est vraiment la meilleure décision pour la suite de ma carrière, » affirme-t-il sans ambages.

Kevin Lafrenière aussi voit son stage à la Cour d'appel comme une autre occasion d'apprendre de certains des plus grands juristes de la province. Il affirme : « Cette expérience unique me

procurera un accès privilégié au processus de réflexion entourant les décisions des juges, ce qui constitue un atout pour ma future pratique en litige civil. »

Quant à Francis Lévesque, qui a toujours aimé analyser les questions juridiques et légales sous tous leurs angles, ce sera l'occasion de se dépasser. Et de le faire en compagnie de ses collègues et amis.

« Un stage à la CAQ représente un tremplin formateur pour les diplômés, affirme Pascal Pommier, coordonnateur au Service de recherche de la Cour pour la région de Montréal. D'ailleurs, on retrouve d'anciens stagiaires partout. C'est une prestigieuse carte de visite pour les jeunes avocats, mais aussi un plus pour la Cour, qui retire beaucoup de ces jeunes talents. »

Formations continues en droit

- Créneaux d'avenir
- Croisement des disciplines
- À Sherbrooke, à Longueuil et ailleurs au Québec
- Reconnues par le Barreau du Québec et la Chambre des notaires

USherbrooke.ca/droit/formation_continue



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE



MAÎTRISE BIDIPLÔMANTE NOTRE SÉJOUR D'ÉTUDES À LYON

Par Maya Charette-Côté et Jonathan Bachir-Legault



Maya et Jonathan sur le lac Lemman à Genève.

Plusieurs étudiants profitent de leur passage à l'université pour voyager dans le cadre de leurs études. La Faculté de droit offre des possibilités intéressantes à cet égard, dont la maîtrise bidiplômante offerte aux étudiants du diplôme de 2^e cycle en common law et droit transnational. Ce diplôme s'effectue à Sherbrooke en deux trimestres d'été consécutifs, et ce, pendant le baccalauréat. Il peut ensuite être converti en maîtrise par le biais de différentes options, l'une d'elles étant le programme bidiplômant en partenariat avec certaines universités françaises.

Nous avons choisi le master 2 se donnant à l'Université Lumière Lyon 2 sur une période de 10 mois. Maya a opté pour le profil « Droits de l'homme » comprenant une série de cours magistraux portant sur des notions de droit, de philosophie et d'histoire. Cette maîtrise de type recherche prévoit également la rédaction d'un mémoire. Le choix de Jonathan s'est arrêté sur un master de type cours en droit des affaires et responsabilité sociale des entreprises. Au menu : une grande variété de cours de droit français liés au droit des affaires au sens large, un stage dans un cabinet français ainsi que la rédaction d'un essai.

Nous avons eu la chance de vivre cette aventure en couple, ce qui a rendu l'expérience encore plus enrichissante. Cela nous a permis de nous épauler dans les moments plus difficiles. À ce chapitre, mentionnons par exemple la tonne de paperasse à remplir avant et pendant le séjour et le mois qu'on a passé sans logement puisque aucun locateur ne voulait nous louer un appartement sans garant.

Au plan académique, cette expérience nous a permis de découvrir un autre système scolaire marqué par une relation beaucoup plus formelle avec les professeurs, une tendance au "par cœur" et d'éprouvants examens oraux. Ceux-ci nous auront fait réaliser l'importance de la communication orale, de même que les difficultés qu'elle pose.

Nous avons aussi eu à réaliser un travail de recherche et de rédaction d'une certaine envergure, chose qui ne nous est pas donnée souvent au cours du baccalauréat. Le master de Maya lui a permis d'acquérir une culture étendue sur les droits de l'homme, en particulier dans le contexte européen. Jonathan a quant à lui été initié à une autre pensée juridique, ce qui l'a poussé à remettre en question certaines certitudes bien ancrées.

Ce séjour représente aussi une immersion complète dans la culture française. À Lyon, nous sommes totalement tombés sous le charme de l'immense marché aux mille saveurs et de la Croix-Rousse, un vieux quartier ouvrier où l'on retrouvait, à une autre époque, les artisans de la soie. Nous avons évidemment profité de notre séjour pour visiter différents coins de l'Europe.

Depuis notre retour en janvier dernier, nous prenons conscience de tous les bénéfices que recèle cette expérience. Elle nous démarque sur le marché du travail et des stages. En effet, un diplôme de maîtrise, obtenu à l'étranger de surcroît, s'avère particulièrement apprécié par les employeurs. Elle nous dote aussi d'un réseau de contacts internationaux, un avantage non négligeable aux plans personnel et professionnel, particulièrement dans un monde où les relations internationales sont devenues courantes. Enfin et surtout, elle demeure une tranche de vie précieuse, une chance qui peut ne jamais se représenter au cours d'une vie.

RENÉ PEPIN FÉRU D'ARTS ET DE SCIENCES

Par Diane Bergeron

« À force de soin, on triomphe des choses les plus difficiles » disait Plutarque. L'assertion résume tout le parcours du professeur René Pepin (LL.L. 1972). Pour lui, accéder à des connaissances pointues, voire hermétiques, est plus qu'une source de satisfaction. C'est une avenue privilégiée pour se connaître et se déployer. « Je suis content d'avoir fait des efforts pour connaître un éventail de choses; c'est ce qui m'a permis de découvrir ce que je préfère », confie le spécialiste du droit constitutionnel et de la propriété intellectuelle.

Originaire de Magog et issu d'une famille de commerçants, rien ne semblait le destiner à la carrière universitaire, hormis sa soif de comprendre et ses excellents résultats scolaires. Ses anciens étudiants seront peut-être étonnés d'apprendre qu'il a longtemps hésité entre le droit et les sciences. Difficile d'imaginer ce que la carrière scientifique – en tant que physicien – lui aurait permis d'accomplir. N'empêche que ses capacités intellectuelles auront été bien investies dans l'univers du droit. Le chercheur signera sous peu son 40^e texte publié dans des revues scientifiques, une feuille de route bien garnie pour un professeur de sa génération. Sa dernière publication s'intitulait « Les appareils de reproduction mécanique et la *Loi sur le droit d'auteur* ».

S'il est de nature timide et réservée, il a su se faire apprécier pour ses qualités d'enseignant tout au cours de sa carrière. « Je reçois régulièrement des messages de gratitude de la part de mes anciens étudiants. Cela me touche beaucoup. »

Passions lyriques

« J'ai eu la chance d'avoir d'excellents professeurs au secondaire qui m'ont donné le goût de connaître les grandes œuvres de la littérature française. » Julien Greene, Marcel Proust, François Mauriac et André Gide comptent parmi ses auteurs préférés. « Je m'attache à la qualité de l'œuvre, à sa profondeur et à l'étude de la nature humaine qui y est présentée. »

Si son premier contact avec Shakespeare remonte à l'adolescence, il faudra attendre de nombreuses années pour que la semence germe. Lorsqu'il découvre enfin la profondeur de pièces maîtresses du grand dramaturge, dont *King Lear* et *Macbeth*, c'est la révélation. En élève studieux, il se consacre à une étude approfondie de ces tragédies, allant jusqu'à scruter les textes en langue originale, quitte à se munir d'éditions commentées pour mieux en pénétrer les mystères. Il lui arrive aussi de voir s'animer les acteurs... sur le petit écran! « J'ai trois enregistrements vidéo



de *King Lear* et autant de *Macbeth*. Je ne me lasse pas de les regarder et de comparer le jeu des acteurs. »

La musique occupe aussi une grande place dans sa vie. « Mes trois compositeurs préférés sont : Bach, Bach et Bach. Même s'il a vécu à une époque et dans un pays lointains, on a l'impression en écoutant sa musique qu'il nous connaît personnellement. » Le professeur Pepin ne ménage pas son plaisir. Le compositeur allemand l'accompagne au bureau, à la maison, dans sa voiture, bref partout où il peut se délecter de sa musique.

Amoureux des arts lyriques, époux comblé, intellectuel accompli, le professeur Pepin demeure une personne modeste. S'il daigne nous livrer quelques-uns de ses secrets, c'est peut-être pour le plaisir des nombreux diplômés de la Faculté auxquels il a enseigné... ou pour susciter notre intérêt pour la culture classique.

LA RECHERCHE À LA FACULTÉ AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Entrevue avec le professeur Mathieu Devinat, vice-doyen à la recherche



Qu'est-ce qui caractérise la recherche à la Faculté de droit actuellement?

La recherche à la Faculté de droit se manifeste sous diverses formes : groupes et chaire de recherche, colloques et conférences, programmes de formation aux cycles supérieurs, publication de monographies et d'articles dans des revues scientifiques, etc. Si les activités de recherche foisonnent, il serait réducteur de résumer la recherche à la Faculté à ces seuls signes extérieurs. Elle émane en effet du labeur quotidien d'une quarantaine de professeurs et de quelque 200 étudiants, certains effectuant un programme de cycle supérieur avec essai, mémoire ou thèse, d'autres étant embauchés comme auxiliaires de recherche.

On entend parfois dire que la Faculté a pris un essor considérable en recherche depuis les années 2000. Qu'en est-il selon vous?

Je dirais plutôt que la recherche s'est diversifiée. Traditionnellement, les chercheurs en droit avaient tendance à envisager la recherche comme étant le fruit d'une étude approfondie et exhaustive de la législation, de la jurisprudence ou de la doctrine. Or, depuis les 20 dernières années, une nouvelle génération de chercheurs est apparue à la Faculté et plusieurs d'entre eux abordent les problématiques de recherche en faisant intervenir des champs disciplinaires différents, comme l'économie, la psychologie, la sociologie,

etc. On peut constater que la présence de ces deux types de chercheurs a profondément enrichi et dynamisé la recherche à la Faculté.

Quel est votre rôle en tant que vice-doyen à la recherche?

La mission d'un vice-doyen à la recherche consiste d'abord à fournir les ressources nécessaires à ses collègues pour qu'ils puissent s'épanouir comme chercheurs. Lorsqu'on parle de développement de la recherche, on se retrouve avec autant de besoins et de conceptions de la recherche qu'il y a d'individus. Certains chercheurs sollicitent du financement pour embaucher des assistants de recherche, d'autres ont des nécessités précises en matière de documentation ou de réseaux de collaborateurs (professionnels de la santé, intervenants sociaux, etc.), alors qu'une autre partie du corps professoral préfère travailler en solitaire et sans appui financier.

Il faut donc varier les ressources offertes pour répondre à ces demandes. La Faculté veut mettre sur pied un centre de recherche qui pourrait justement répondre à ces besoins. Une telle structure permettra de fournir des ressources matérielles et professionnelles qui faciliteront l'élaboration de demandes de subvention, l'organisation de colloques, l'édition d'ouvrages et d'articles, de même que l'encadrement des étudiants aux cycles supérieurs. Bref, sa mission

consisterait à soutenir les collègues dans leurs activités de recherche et à assurer une visibilité à leurs travaux.

La Faculté a décidé de présenter ses activités de recherche en cinq thèmes porteurs. Pourquoi?

Les thèmes porteurs visent uniquement à mettre en évidence les grandes orientations de recherche adoptées par plusieurs professeurs à la Faculté. Ils n'ont aucunement pour ambition de résumer la recherche qui y est menée. Ce serait profondément réducteur! Cela dit, le simple fait de réfléchir sur les thèmes porteurs nous a permis de mieux nous connaître comme communauté de chercheurs. Nous avons alors constaté que ces cinq thèmes transversaux recoupent les travaux de plusieurs collègues. Nous espérons que cette réflexion va favoriser la synergie et la collaboration entre les chercheurs à l'interne comme à l'externe.

5 THÈMES PORTEURS DE LA RECHERCHE À LA FACULTÉ DE DROIT

- Développement durable et environnement
- Gouvernance et accès à la justice
- Neutralité, diversité culturelle et religion
- Santé et sciences de la vie
- Vulnérabilité et protection des personnes vulnérables



Depuis 2006, Mathieu Devinat est professeur invité au Summer School of European Private Law à Salzbourg en Autriche. Il en profite pour constituer et encadrer une équipe d'étudiants-participants de la Faculté. La délégation 2012 : Élisabeth Daigneault, Virginie Brien Gagnon, Andréanne Marion, Mathieu Devinat, Benoît Bessette, Hamadi Bahri, Jessica Gaouette Josée Byrns, Marie-Pier Corriveau.

Parlons des étudiants qui entreprennent une maîtrise de type recherche ou un doctorat. Quelles sont les caractéristiques qui reviennent le plus souvent ?

Les motivations sont multiples. On voit souvent des étudiants qui veulent poursuivre une carrière professorale, surtout au doctorat. Il y a aussi ceux qui désirent approfondir une question qu'ils ont abordée superficiellement lors de leurs études de premier cycle. Enfin, il y a ceux qui veulent relever le défi d'écrire un mémoire ou une thèse.

Notons que si la maîtrise de type recherche offre aujourd'hui des possibilités multiples et stimulantes, il y a encore trop peu d'étudiants qui réalisent l'intérêt qu'elle représente pour leur carrière. En effet, je demeure convaincu que les étudiants qui rédigent un mémoire de maîtrise sur une problématique complexe disposent de meilleurs atouts pour la carrière de juriste que ceux qui s'engagent dans la voie professionnelle après seulement trois ans d'études universitaires.

Cette situation est-elle liée aux exigences du marché du travail ?

Probablement. On oublie souvent que dans le reste du Canada, on exige des étudiants qu'ils aient déjà terminé un

baccalauréat avant d'entamer leurs études en droit et que dans plusieurs pays d'Europe, un avocat doit avoir complété entre quatre et huit années d'études.

Quelles seront les caractéristiques de la recherche en droit des années 2020 selon vous ?

Auparavant, plusieurs catégories permettaient de classer les chercheurs en droit : on était soit un privatiste, un publiciste, un constitutionnaliste, un comparatiste ou un théoricien. Aujourd'hui, la recherche en droit se caractérise surtout par son éclatement, que ce soit des frontières, des disciplines et des domaines.

Prenons pour exemple mon parcours de recherche. Au début de ma carrière, je m'intéressais à la méthodologie juridique, que j'ai abordée à travers une démarche de droit comparé. Je me suis ensuite engagé dans un tout autre domaine, celui de la lexicographie juridique. Pour finir, j'ai dû me perfectionner pour enseigner le droit des biens ! Ce parcours de recherche m'a permis d'élargir mes horizons, et je crois qu'il reflète l'évolution que nous retrouverons chez plusieurs de mes collègues dans les prochaines années.

MATHIEU DEVINAT

Études

- LL.B., Université de Montréal, 1993
- D.É.A. de théorie juridique, Aix-Marseille III, 1995
- LL.D., Université Aix-Marseille III et Université de Montréal, 2001

Domaines

- Droit civil
- Jurilinguistique
- Lexicographie juridique
- Méthodologie juridique
- Interprétation juridique
- Histoire du droit

Carrière

- Professeur à la Faculté de droit depuis 2005, agrégé en 2008
- Directeur adjoint du Centre de recherche en droit privé et comparé de la Faculté de droit de l'Université McGill, de 2002 à 2005
- Directeur exécutif de la *Revue d'arbitrage et de médiation/Journal of Arbitration and Mediation*, fondée en 2010
- Président du Comité national canadien de l'Association internationale de méthodologie juridique (AIMJ), depuis 2007
- Membre de l'*Akademie für Europäisches Privatrecht* (Salzbourg)

L'EMPREINTE VERTE D'UN AVOCAT SUR LE MARCHÉ DU CARBONE

Par Me Douglas Clarke



Ma pratique dans le domaine des marchés climatiques a commencé avec un mandat pour un client américain qui voulait acheter, d'une entreprise canadienne, un projet en Amérique latine générant des réductions de GES.

Depuis, j'ai conseillé des concepteurs de projets, des registres de projets, des entreprises industrielles, des banques et des investisseurs pour une foule de questions relatives à la création, l'achat et la vente de crédits de carbone, de même que pour tout ce qui touche l'évolution québécoise, canadienne et mondiale de la réglementation concernant le plafonnement des GES.

Je suis souvent sollicité pour rédiger ou réviser la documentation juridique qui entoure le transfert de crédits de carbone. Cette documentation revêt une forme généralement reconnue, prévoyant divers formats pour les crédits en jeu : crédits vendus avant leur création (*ex ante*), crédits déjà créés (*spot*), qui seront créés dans le futur (*à terme*) ou encore des options d'achat (*put, call*).

Les ententes doivent également prévoir des normes de vérification, couvrir le risque de défaut de livraison et contenir des mécanismes d'indemnisation, particulièrement dans un environnement où, jusqu'à présent, il y a peu de certitude réglementaire.

Le marché du carbone au Canada

Le 11 décembre 2011, le Québec a adopté le *Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*. Cette

politique limite les émissions de gaz à effet de serre (GES) des entreprises dans plusieurs secteurs industriels et sera étendue en 2015 pour couvrir notamment le domaine du transport. De plus, ce système sera éventuellement maillé avec celui de la Californie dans le cadre du Western Climate Initiative (WCI).

Dans un marché réglementé, les acheteurs ont des obligations de réduction de GES qui, si elles ne sont pas respectées, peuvent donner lieu à des achats et ventes de crédits de carbone, soit émis par le gouvernement ou créés par des entités non-réglémentées dans des projets dits compensatoires.

Sauf pour l'Alberta, les achats de crédits de carbone au Canada ont lieu principalement dans ce qui est appelé le « marché volontaire », où les acheteurs participent sans obligation réglementaire, surtout pour fins d'acceptabilité sociale ou par altruisme. Lorsque vous voyez des produits carboneutre ou que vous décidez de compenser vos émissions pour un vol d'Air Canada, il y a derrière une transaction d'achat de crédits de carbone volontaire.

Penser globalement, agir localement

J'ai la chance d'avoir trouvé une passion qui me permet de pratiquer le droit tout en contribuant à la résolution d'un problème planétaire. Les marchés climatiques sont en expansion constante, bien que les médias véhiculent parfois le contraire. En plus du système en place en Europe, des systèmes de plafonnement et d'échange de GES existent dans le Nord-

Me Douglas Clarke (LL.B. 1997)
est membre de l'équipe Droit des affaires et propriété intellectuelle au sein du cabinet Therrien Couture s.e.n.c.r.l. Il se spécialise dans plusieurs domaines : financement d'entreprises, fusions et acquisitions, licences de technologies, financement des technologies propres, etc. Il a également été chef national du groupe de pratique en droit climatique d'un cabinet national.

Est des États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Des programmes sont également en voie de création à des échelles différentes au Mexique, en Corée, en Chine et au Brésil. De leur côté, les entreprises privées comme Google, Microsoft et Walmart emboîtent le pas en s'engageant à réduire leurs émissions de façon significative.

S'il est vrai que les négociations pour un traité international ne débloquent pas actuellement, la solution qui semble s'imposer consiste à « penser globalement et agir localement ».

Sachez également qu'il existe des mécanismes fiables et des gens compétents pour accompagner les entreprises qui souhaitent assainir leur empreinte écologique. Ce faisant, elles se préparent pour un avenir où les émissions de GES auront un prix. Et elles contribuent à protéger la qualité de vie des générations futures.

MOT DU PRÉSIDENT DE L'ADDUS DE LA RECHERCHE AU RAYONNEMENT

Le thème de la recherche, abordé dans la présente édition de *Paroles de droit*, nous fait voir une autre facette de la vitalité de notre faculté de droit et du caractère visionnaire des doyens qui ont su lui donner cette direction. Cela ne va pas sans impacts sur nous-mêmes.

En effet, l'héritage intellectuel que nous avons reçu de notre *alma mater* nous dote d'une polyvalence hors du commun. À l'ère où le droit est présent dans toutes les sphères de l'activité humaine, nous avons le pouvoir de réaliser de très grandes choses.

Le monde nous est ouvert. Peu importe notre champ de pratique, nous avons : élargi nos connaissances, apprivoisé une technologie pour nous l'approprier, fait reculer nos frontières personnelles. Si hier, nous étions les rois du téléphone à roulette (passons le modèle à cornet sous silence!), nous affichons maintenant de beaux pouces musclés grâce à la fréquentation assidue de l'univers des réseaux sociaux.

Les choses changent. Si bien qu'à l'instar de nos collègues du milieu universitaire, nous sommes des ambassadeurs du développement, de la promotion et de la transmission de la connaissance. Voilà qui engendre un besoin croissant : celui de réseauter, de se faire des amis et des contacts sur toute la planète.

Si l'on veut se doter d'un précieux réseau de contact, notre faculté et l'ensemble des personnes qui s'identifient à cette dernière constituent un solide point de référence. De telles relations peuvent s'avérer très fructueuses et durables. En effet, si auparavant on parlait au passé d'avoir reçu notre formation à l'Université de Sherbrooke, aujourd'hui, on se rend compte à quel point les liens qui nous relient ne s'arrêtent pas là. Qu'importe le fait que notre collation des grades remonte à 5, 10, 15 ou 30 ans!



Récemment, on a pu apprécier la force de ce réseau tout naturel. Les deux derniers cocktails tenus au printemps à Drummondville et à Montréal ont été révélateurs. Un vif succès! Une atmosphère joyeuse, suscitée d'emblée par le fait de se retrouver ensemble. Ceux qui y étaient vous le diront : c'est une expérience à vivre et à revivre. Soyez assurés que nous répéterons l'expérience (à la demande de plusieurs!).

Ces activités de réseautage sont importantes tant pour l'ADDUS que pour la Faculté. C'est pourquoi nous collaborons ensemble à l'organisation des cocktails et des retrouvailles dans le but d'en faire des rendez-vous incontournables.

L'événement par excellence pour cristalliser ce maillage, c'est bien entendu les retrouvailles qui auront lieu à Sherbrooke le **27 octobre prochain**. Au-delà du moment festif avec des amis et collègues de classe, ce sera l'occasion de jeter des ponts entre les différentes promotions présentes. Onze en tout! De 1957 à 2007. Un mentorat intergénérationnel de premier plan en perspective! Soyons-y!

Et à l'image de notre Faculté, rayonnons!

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Neville-Warren Cloutier'.

Me Neville-Warren Cloutier (LL.B. 1982)
Président de l'Association des diplômés en droit de l'Université de Sherbrooke (ADDUS)

COCKTAILS DE L'ADDUS

UNE APPARTENANCE RÉELLE, FORTE, SIGNIFIANTE

L'Association des diplômés en droit de l'Université de Sherbrooke (ADDUS) a tenu deux cocktails de réseautage ce printemps : un à Drummondville le 12 avril et un à Montréal le 23 mai. Pour le président de l'ADDUS **Me Neville-Warren Cloutier** (LL.B. 1982), ces activités « offrent l'opportunité idéale pour cibler maintenant des personnes qui partagent notre vision, nos valeurs et qui pourraient être nos précieux collaborateurs de demain ».

Le cocktail de Montréal a permis de réunir une centaine de diplômés. Il avait pour thème « Femme de carrière », une façon de souligner le 70^e anniversaire de l'accession des femmes au Barreau du Québec. La présidente d'honneur de ce cocktail, **Me Lynda Durand** (LL.B. 1983), est présidente et copropriétaire de l'agence de production montréalaise Ostar inc. Depuis septembre dernier, Me Durand est également la première femme à accéder à la fonction de présidente du CA de l'Université de Sherbrooke.

« Aujourd'hui, les femmes sont majoritaires à la Chambre des notaires, dans les contentieux d'entreprises et dans la

fonction publique. Elles élargissent leur place dans toutes les sphères de la société et dans la plupart des professions », a mentionné Me Durand. Celle-ci a d'ailleurs été témoin de la féminisation marquée du droit, puisqu'elle a fréquenté la Faculté au début des années 80, alors même que les étudiantes étaient sur le point de s'y trouver plus nombreuses que leurs collègues masculins.

Le cocktail de Drummondville, qui avait pour thème « Le droit à la Une », a permis de réunir une quarantaine de diplômés des régions environnantes. Il s'est déroulé sous la présidence d'honneur de **Me Yvon Garneau** (LL.B. 1980), qui est souvent cité dans les médias, tant en raison de son rôle de coroner que de celui d'avocat en pratique privée chez Garneau, Maltais, Bonin de Drummondville.

Me Garneau y est allé de cette savoureuse anecdote dans son allocution : « Chaque fois que je rencontre un stagiaire, un nouvel avocat ou une nouvelle avocate, je me présente toujours comme suit : "Bonjour, je suis Me Garneau, diplômé de la Faculté de droit de l'Université de

Sherbrooke, et j'espère que vous aussi!" Lorsque c'est bien le cas, je remarque que malgré les années passées, nous avons en commun les mêmes raisons d'être fiers d'appartenir à cette Faculté. »

À voir, photoreportages des deux cocktails :

USherbrooke.ca/droit/diplomes
(menu « Activités de l'ADDUS »,
section « Activités passées »)



Lynda Durand



Nadine Koussa, Myriam Brixi, Jonathan Abikhzer, Dan Derhy, Charles Ngoc Khoi Huang, Jean-Emmanuel H. Beaubrun et Sarah Jahanbakhsh.



Yvon Garneau

COCKTAIL DE MONTRÉAL



Lyne Burelle et France Laporte.



Neville-Warren Cloutier, Roberto Savarese et France Mainville.



Au premier plan, Mathieu Devinat et Jean-Philippe Verreau.



Philip Hazeltine, Anthony Soliman, Paul-Matthieu Grondin et Marie-Andrée Lévesque.

COCKTAIL DE DRUMMONDVILLE



William Dufort et André-Gilles Brodeur.



Joanie Lavallée, Jessica Tanguay, Jasmin Grenier et Daisy Rodrigue



Marc-André Beaulieu, Isabelle Gratton, Philippe Chevette et Marc-Anthony Halde.



Nathalie Lavigne et Suzanne Paradis.

RETRouvailles 27 OCTOBRE 2012

PROMOTIONS 1957, 1962, 1967, 1972, 1977, 1982, 1987, 1992, 1997, 2002 ET 2007

Programmation

À la Faculté

À partir de 13 h 30 : formations continues, visites de la Faculté, tournée des mosaïques et verre de bienvenue.

16 h : Assemblée générale annuelle de l'ADDUS

Au Granada

18 h : Accueil et coquetel

19 h : Banquet des promotions

Programmation complète :
USherbrooke.ca/droit/diplomes,
menu « Activités de l'ADDUS »

À voir pour vous mettre dans
l'ambiance :

Photoreportage des Retrouvailles
2011 (menu « Activités passées »)

Information :
addus@USherbrooke.ca
819 821-8000, poste 63561
1 800 267-8337, poste 63561

Formation continue pendant les retrouvailles

Reconnue par le Barreau et la Chambre
des notaires du Québec

13 h 30 à 14 h 30

Les aspects juridiques des jeux de hasard
Par Me Sébastien Gariépy (LL.B. 1997)
Avocat à son compte à Drummondville.

15 h à 16 h

Les conflits d'intérêts, les aspects judiciaires
et déontologiques
Par Me François Montfils (LL.B. 1992)
Avocat chez Therrien Couture avocats,
s.e.n.c.r.l. à Saint-Hyacinthe.

Coûts (en sus des Retrouvailles)

- Diplômés : 30 \$/formation
- Non-diplômés : 45 \$/formation

Rabais de 10 \$ pour l'inscription
aux deux activités

Information et inscription :
USherbrooke.ca/droit/formation-continue



L'honorable
Albert Gobeil



L'honorable
Louis Dionne

Présidents d'honneur

L'honorable Albert Gobeil, à la retraite
(LL.L. 1957)

L'honorable Louis Dionne (LL.B. 1982)

Hôtes de la soirée

- | | |
|------|--|
| 1957 | Albert Gobeil
Jean Melanson |
| 1962 | Yves Lafontaine
Jacques Sylvestre Sr |
| 1967 | Jean-Claude Boutin
Renée Joyal
Jacques Lemay |
| 1972 | Francine Bertrand-Venne
Michel Clair
André Martel |
| 1977 | Paul Crépeau
Michel Dussault
Marie Nichols |
| 1982 | Neville-Warren Cloutier
France Mainville |
| 1987 | Joëlle Boisvert
Rachel Brûlé
Geneviève Cartier
Mario Champagne
Brigitte Masson |
| 1992 | Caroline Boutin
Annie-Claude Hinse
Luce Laguë
Patrick Lemieux |
| 1997 | Sébastien Cadieux
Louis-Philippe Jean
Julie-Catherine Pélissier
Josée Perreault |
| 2002 | Mia Manocchio
Philippe Chevette |
| 2007 | Geneviève Chamberland
Andrée-Anne Ouimette
Jean-Philippe Verreault
Laurence Marsolais |

Inscription – Retrouvailles du 27 octobre 2012 Jusqu'au 13 octobre 2012

Nom : _____

Promotion : _____ Nombre de personnes (encercler) : 1 2

Nom de la personne qui m'accompagnera :

Est-ce une personne diplômée de notre Faculté ? Oui Non

Courriel pour recevoir une confirmation d'inscription : _____

Paiement joint (cocher)

- | | |
|--|------------------|
| <input type="checkbox"/> Inscription pour une personne | 73,93 \$ |
| TPS 5 % 108161076 | 3,70 \$ |
| TVQ 9,5 % 1006150744 TQ0005 | 7,37 \$ |
| Total | 85,00 \$ |
| <input type="checkbox"/> Inscription pour deux personnes | 126,11 \$ |
| TPS 5 % 108161076 | 6,31 \$ |
| TVQ 9,5 % 1006150744 TQ0005 | 12,58 \$ |
| Total | 145,00 \$ |

Chèque à l'ordre de :
Faculté de droit – UdeS

Postez ce coupon et
votre paiement à :
Faculté de droit
ADDUS
Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

CLINS D'ŒIL

Christiane Auray-Blais (LL.B. 1998) a reçu le Mérite estrien en mai dernier. Elle est également professeure à la Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'UdeS et directrice d'un programme de dépistage de maladies métaboliques héréditaires au CHUS.

René Bougie (LL.B. 2007) est le nouveau directeur général de la municipalité de Chesterville.

Louise Boutin (LL.B. 1987) a été nommée présidente du CA de Commercial Real Estate Women Montréal (CREW Montréal), organisation dont elle est membre depuis 2005.

Jean-Philippe Brunet (LL.B. 1997) occupe maintenant la fonction de vice-président, Affaires corporatives et juridiques du Groupe Océan inc., une compagnie qui offre des services d'équipement pour l'industrie maritime et celle de la construction.

Matthew Cassar (LL.B. 2008) a reçu, avec son frère, le Mérite estrien en février dernier pour avoir fondé SherWeb, une entreprise qui est rapidement devenue l'un des fleurons québécois de l'hébergement internet traditionnel, avec une croissance de 1332 % entre 2006 et 2010.

Élise Charpentier (LL.B. 1987) a été nommée vice-doyenne aux études et au développement académique de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Elle est également membre du comité de rédaction du *Dictionnaire de droit privé* auprès du Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec et membre du comité de rédaction de la *Revue du Barreau*.

Thomas Cliche (LL.B. 2003) est maintenant associé au bureau de Montréal de Dunton Rainville Avocats.

Martin Daraïche (LL.B. 2002) compte parmi les associés du cabinet de relations publiques NATIONAL à Montréal.

Vicky Drouin (LL.B. 2002) est associée chez Stein Monast Avocats à Québec.

Émilie Fortin (LL.B. 2009) vient d'entreprendre une maîtrise en droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève.

Paul Gagnon (LL.B. 2010) effectue une maîtrise en propriété intellectuelle au Munich Intellectual Property Law Center.

Réjean Goulet (LL.B. 1982) a été nommé vice-président directeur et chef du contentieux chez SNC-Lavalin. Il siège au bureau du président à Montréal.

Luce Laguë (LL.B. 1992) occupe maintenant le poste d'adjointe au décanat et aux vice-décanats à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke. Elle était auparavant conseillère en développement philanthropique à la Faculté.

Brigitte Morin (LL.B. 1992) a été nommée régisseuse à la Régie du logement du Québec.

Karim Renno (LL.B. 1999) est maintenant associé chez Irving Mitchell Kalichman et tient la chronique « Le Jeune Super Plaidier » sur le site Droit-inc.

Alain Roy (LL.B. 1999) a reçu le Prix d'excellence dans la catégorie Transfert d'expertise décerné par la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec. Directeur général adjoint de la MRC de la Haute-Yamaska, Me Roy a formé plus de 125 gestionnaires municipaux lors d'une tournée provinciale de formation sur l'éthique et la déontologie municipale.

Denys Roy (LL.M. 1995) occupe maintenant le poste de directeur général de SeniorEmplois.ca. Il est aussi membre du CA d'AFFI inc. de Boucherville et d'Abaco de Ville d'Anjou, deux centres de travail adaptés voués à l'intégration des personnes handicapées.

Luce Samoisette (LL.B. 1981, DDN 1982) a été nommée présidente du CA de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Anthony Soliman (LL.B. 2005) pratique maintenant comme avocat à son compte après avoir œuvré au sein du cabinet montréalais Nelson Cameron Champagne. Il se spécialise notamment en valeurs mobilières, en marques de commerce et en droit civil.

Robert Tétrault (LL.L. 1977) occupe maintenant la fonction de secrétaire général du Syndicat des professeurs et professeurs de l'Université de Sherbrooke (SPPUS).

NOUVEAUX MAGISTRATS

Madeleine Aubé (LL.B. 1983) a été nommée juge à la Cour du Québec. Elle était auparavant coordonnatrice de la Division de la santé mentale du Tribunal administratif du Québec. Elle a également été chargée de cours en droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'UdeS pendant plusieurs années. Elle exerce ses fonctions principalement à la chambre civile à Sherbrooke.

Julie Beauchesne (LL.B. 1990) a été nommée juge à la Cour du Québec. Elle était auparavant procureure en chef adjointe aux poursuites criminelles et pénales à Longueuil. Elle exerce ses fonctions principalement à la chambre criminelle et pénale et à la chambre civile à Granby.

Michel Boudreault (LL.B. 1987) a été nommé juge à la Cour du Québec. Il était auparavant criminaliste au sein du cabinet Boudreault Tourangeau Tremblay de Chicoutimi. Il exerce ses fonctions principalement à la chambre criminelle et pénale à la chambre civile de Chicoutimi.

Serge Délisle (LL.B. 1992) a été nommé juge de paix magistrat à Longueuil par le ministère de la Justice du Québec. Il agissait auparavant à titre de procureur au Service des poursuites pénales du Canada.

Éric Downs (LL.B. 2002) a été nommé juge à la Cour du Québec pour la chambre criminelle et pénale à Montréal. Il exerçait auparavant comme criminaliste au sein du cabinet Downs Lepage.

Scott Hughes (dipl. droit de la santé 1996) a été nommé juge à la Cour du Québec. Il était auparavant avocat chez Monette Barakett. Il exerce ses fonctions principalement à la chambre civile de Montréal.

André Lalancette (LL.B. 1982) a été nommé juge à la Cour municipale de la Ville d'Alma. Il était auparavant avocat au sein de l'étude Larouche Lalancette Pilote Hudon, située à Alma.

DONNEZ DE VOS NOUVELLES

communication.droit@USherbrooke.ca

Paroles de droit les diffusera avec plaisir!

NOUVELLES DES DIPLÔMÉS



Droit international et politique internationale appliqués

Nouveau cheminement de maîtrise pour passionnés de relations internationales

- Approche bidisciplinaire unique. Plusieurs cours donnés par deux professeurs : un de droit et un de politique
- Pédagogie novatrice : séminaires d'experts internationaux, simulations, cours axés sur l'actualité, etc.
- Formule appliquée comportant un stage ou un mandat de fin d'études
- Cours intensif pouvant être complété en 12 à 18 mois
- Au Campus de Sherbrooke, à temps plein ou à temps partiel

Comprendre les enjeux politiques et juridiques de la mondialisation.

Influencer l'essor des autres pays.

Travailler chaque jour à changer le monde.